

CAI
EA10
90T08 CANADA



TREATY SERIES 1990 No. 8 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Agreement between the Government of CANADA and the Government of the
REPUBLIC OF FRANCE regarding the Development of French Language
Audiovisual Co-production Projects for Television

Ottawa, March 14, 1990

In force March 14, 1990

CULTURE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE relatif au développement de projets de
coproduction audiovisuelle télévisée de langue française

Ottawa, le 14 mars 1990

En vigueur le 14 mars 1990



CANADA

TREATY SERIES 1990 No. 8 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Agreement between the Government of CANADA and the Government of the REPUBLIC OF FRANCE regarding the Development of French Language Audiovisual Co-production Projects for Television

Ottawa, March 14, 1990

In force March 14, 1990

CULTURE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE relatif au développement de projets de coproduction audiovisuelle télévisée de langue française

Ottawa, le 14 mars 1990

En vigueur le 14 mars 1990

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

MAY 28 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1991

93-259-30 YCF

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DE COPRODUCTION
AUDIOVISUELLE TÉLÉVISÉE DE LANGUE FRANÇAISE

Le Gouvernement du Canada, et

Le Gouvernement de la République française,

Soucieux de promouvoir la coopération entre le Canada et la France pour le développement d'oeuvres de qualité de langue française dans le domaine de la télévision,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Aux fins du présent Accord, l'expression "oeuvre audiovisuelle télévisée" s'entend d'une oeuvre audiovisuelle télévisée, de langue française, qui sera admise aux bénéfices de la coproduction aux termes de l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision entre le Canada et la France du 11 juillet 1983.

ARTICLE II

1. Des projets en développement d'oeuvres audiovisuelles télévisées, à l'exception des oeuvres d'animation, peuvent bénéficier, conformément aux modalités définies ci-dessous, d'une aide financière sélective, en application de la législation en vigueur dans chacun des deux Etats.
2. Ces projets en développement d'oeuvres audiovisuelles télévisées doivent présenter un intérêt commun pour les deux pays et être susceptibles de donner lieu à la réalisation de coproductions audiovisuelles de qualité.

ARTICLE III

1. En principe, chacune des Parties apporte son aide financière sélective à un nombre identique de projets à participation majoritaire. A cet effet, un équilibre général doit être assuré par les Parties entre les montants qu'elles versent respectivement pour le développement de projets d'oeuvres audiovisuelles télévisées bénéficiant de l'aide financière sélective prévue par les dispositions du présent Accord.
2. Le nombre maximum de projets en développement d'oeuvres audiovisuelles télévisées pouvant bénéficier de l'aide financière sélective des deux pays est fixé par les autorités compétentes après consultations et selon les disponibilités budgétaires.
3. Le montant maximum attribué annuellement par chacune des Parties pour l'ensemble des coproductions est de 600 000 dollars pour la partie canadienne et de 3 000 000 FF pour la partie française.
4. L'aide financière sélective est accordée conformément aux politiques administratives de chacune des Parties, et ne peut être supérieure à 60 000\$ dollars et 300 000 FF par projet.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FRANCE
REGARDING THE DEVELOPMENT OF FRENCH LANGUAGE
AUDIOVISUAL CO-PRODUCTION PROJECTS FOR TELEVISION

The Government of Canada, and

The Government of the Republic of France,

wishing to promote co-operation between Canada and France
respecting development of quality French-language works
for television,

have agreed as follows:

ARTICLE I

For the purposes of this Agreement, the term "audiovisual work for television" means a French-language audiovisual work for television which will be deemed eligible to receive the benefits of co-production in accordance with the Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic on Television Relations of July 11th, 1983.

ARTICLE II

1. Projects for the development of audiovisual works for television, excluding animated works, may benefit, in accordance with the terms and conditions set out below, from selective financial assistance, subject to the legislation in force in each of the two States.
2. These projects for the development of audiovisual works for television must be of mutual interest to the two countries and be likely to give rise to the creation of quality audiovisual works for television co-productions.

ARTICLE III

1. In principle, each of the Parties shall contribute its selective financial assistance to an identical number of majority-participation projects. To this end, the Parties shall ensure that a general balance is maintained between the amounts they respectively provide for development of audiovisual work for television projects benefiting from the selective assistance provided for in the present Agreement.
2. The maximum number of projects for development of televised audiovisual works which may benefit from the selective financial assistance of the two countries shall be set by the competent authorities, following consultations and in accordance with available budgetary resources.
3. The maximum amount allocated annually by each of the Parties for all co-productions shall be \$600,000.00 for the Canadian side and 3,000,000 FF for the French side.
4. This selective financial assistance shall be provided within the framework of the administrative policies of each of the Parties, and may not exceed \$60,000.00 and 300,000 FF per project.
5. The competent authorities defined below shall revise the above amounts to reflect the exchange rates in force at the time each project for a televised audiovisual work is approved.

5. Les autorités compétentes ci-dessous définies révisent les montants ci-dessus en fonction des taux de change en vigueur au moment de l'acceptation de chaque projet d'oeuvre audiovisuelle télévisée.
6. Chaque aide attribuée donnera lieu de part et d'autre à l'établissement d'une convention précisant les modalités d'utilisation, de reversement et de remboursement de l'aide accordée.
7. Cette aide est offerte uniquement aux producteurs et aux maisons de production canadiennes et françaises détenant en exclusivité les droits ou options permettant la scénarisation et l'adaptation du concept original et la production éventuelle de l'oeuvre audiovisuelle télévisée tirée de ce concept.

ARTICLE IV

1. Une Commission canado-française est instituée afin d'examiner les demandes d'aide pour les projets en développement d'oeuvres audiovisuelles télévisées susceptibles de recevoir l'aide financière sélective prévue à l'Article III du présent Accord. Elle est composée de deux groupes de trois représentants désignés respectivement par chacune des autorités compétentes suivantes:
 - pour le Canada: le Ministre des Communications;
 - pour la France: le Ministre de la Culture.
2. Les deux groupes chargés d'examiner les demandes d'aide pour les projets en développement d'oeuvres audiovisuelles télévisées formulent des recommandations à leurs autorités compétentes respectives sur l'aide financière sélective à apporter auxdits projets. Les deux groupes opèrent de façon autonome, mais peuvent se réunir dans les cas où de telles réunions sont jugées nécessaires par les autorités compétentes des deux Parties.
3. Les décisions finales relatives à l'octroi de l'aide financière sélective prévue par le présent Accord sont prises par les autorités compétentes conformément à leur législation respective. Les autorités compétentes de chacune des deux Parties s'informent sans délai des conditions de l'octroi de leur aide financière respective, notamment en ce qui concerne les modalités de remboursement de celles-ci.

ARTICLE V

1. Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.
2. Il est conclu pour une période initiale de deux (2) années à compter de son entrée en vigueur et est renouvelable pour des périodes identiques par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des Parties six (6) mois avant son échéance. Les coproductions en cours au moment de la dénonciation de l'Accord continueront, jusqu'à réalisation complète, à bénéficier pleinement de ses avantages. Après la date prévue de l'expiration du présent Accord, celui-ci continuera à régir la liquidation des recettes des coproductions réalisées.

6. In each case where assistance is provided, each Party shall enter into an agreement with the recipient specifying the terms and conditions for the use and repayment of the assistance provided or the reimbursement of unused funds.

7. Such Assistance shall be provided only to Canadian and French production houses and producers with exclusive rights or options for script development and adaptation of an original concept and for eventual production of an audiovisual work for television based on that concept.

ARTICLE IV

1. A Canada-France Commission shall be established to examine requests for assistance for projects to develop audiovisual works for television, where there is a possibility of selective financial assistance being provided under Article III of this Agreement. This Commission shall be made up of two groups of three representatives designated respectively by each of the following competent authorities:

- for Canada: the Minister of Communications, and
- for France: the Minister of Culture.

2. The two groups established to examine requests for assistance for projects to develop audiovisual works for television shall make recommendations to their respective competent authorities regarding selective financial assistance to be provided for the said projects. The two groups shall operate independently, but may meet in cases where such a meeting is deemed necessary by the competent authorities of the two Parties.

3. Final decisions regarding granting of the selective financial assistance provided for in this Agreement shall be made by the competent authorities in conformity with their respective legislation. The competent authorities for each of the two Parties shall inform each other without delay of the conditions for the granting of their respective financial assistance, especially with respect to the terms and conditions for repayment of that assistance.

ARTICLE V

1. The present Agreement enters into force on the day of its signature.

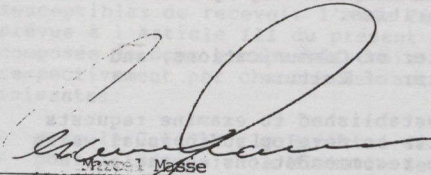
2. It is concluded for an initial period of two (2) years, starting from the date it enters into force and is renewable for identical periods by tacit agreement; unless notice of withdrawal from the Agreement is given by one of the Parties six (6) months before the Agreement expires. Co-productions underway when such notice of withdrawal is given will, until they have been completed, continue to benefit fully from the advantages available under this Agreement. Following the date provided for expiry of this Agreement, it will continue to govern liquidation of revenues from completed co-productions.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

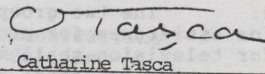
Fait à Ottawa le 14 mars 1990, en double exemplaire, chacun en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Done at Ottawa on March 14 1990, in duplicate, in the English and French languages, each version being equally authentic.



Marcel Masse
Pour le Gouvernement du Canada

For the Government of Canada



Catharine Tasca
Pour le Gouvernement de la République française

For the Government of the Republic of France

ARTICLE 1 - Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

1. The present Agreement shall enter into force on the day of its signature.

1. Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

1. The present Agreement shall enter into force on the day of its signature.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Fait à Ottawa le 14 mars 1990, en double exemplaire, chacun en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Done at Ottawa on March 14 1990, in duplicate, in the English and French languages, each version being equally authentic.



Pour le Gouvernement du Canada

For the Government of Canada



Pour le Gouvernement de la République française

For the Government of the Republic of France

© Minister of Supply and Services Canada 1991

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

Available in Canada through

En vente au Canada par l'entremise des

Associated Bookstores and other booksellers

Librairies associées et autres libraires

or by mail from

ou par la poste auprès du

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Catalogue No. E3-1990/8
ISBN 0-660-56405-X

N° de catalogue E3-1990/8
ISBN 0-660-56405-X

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20075061 3

